



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA **Mercredi, 23 décembre 2020**

Textes

- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall, porte-parole de la Force
- Capitaine Agba Mazalo, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

● La ministre de la Défense nationale et la reconstruction de l'armée, Marie-Noelle Koyara, vient de s'adresser à la population centrafricaine à travers par la rassurer suite aux rumeurs faisant état de la présence d'éléments armés aux porte de Bangui. La situation sécuritaire dans et autour de la capitale est calme et sous contrôle.

Concernant la situation à Bambari, ce matin, RFI a diffusé l'information selon laquelle la "4e ville du pays est tombée" entre les mains de l'UPC. La MINUSCA informe l'opinion publique nationale et internationale que l'information n'est pas exacte puisque les assaillants ont été immédiatement repoussés par les Forces de la MINUSCA.

En effet, des éléments armés de l'UPC et anti-Balaka ont attaqué la gendarmerie hier mardi à 10h30. Dès le déclenchement de l'attaque, les casques bleus se sont immédiatement déployés sur différents points de la ville pour protéger les populations et sécuriser les institutions. Les casques bleus ont riposté à l'incursion des assaillants jusqu'à l'arrêt des tirs à 12h00 et poursuivent encore les patrouilles dans la ville.

Même si la situation reste tendue, la MINUSCA souligne sa détermination à assurer la protection de Bambari et de toutes autres localités comme elle a déjà fait avec les Forces de défense et de sécurité à Bossembélé, Yaloké et Mbaiki où les populations retournent à leurs occupations.

Dans cette période extrêmement sensible, la MINUSCA, tout en réaffirmant son attachement au respect de la liberté de la presse, invite les médias à plus de responsabilité dans la couverture de la situation actuelle en République Centrafricaine (RCA).

● Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine, Mankeur Ndiaye, et les membres du G5+ ont rencontré lundi le président de l'Assemblée nationale, Laurent Ngon-Baba ainsi que son bureau. Les deux parties ont évoqué le processus électoral en cours, y compris la mise en œuvre du plan intégré de sécurisation des élections et les derniers incidents sécuritaires dans le pays.

- La veille, le G5+, un groupe d'États et d'institutions internationales partenaires de la RCA à savoir la France, les Etats-Unis, la Russie, l'Union africaine, l'Union européenne, la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, la MINUSCA et la Banque mondiale, a publié un communiqué de presse conjoint condamnant et demandant l'arrêt immédiat et sans condition des offensives coordonnées en cours par des bandes armées. Les membres du G5+ mettent en garde les auteurs de ces actes qui entravent sérieusement le déroulement normal du processus électoral, rappelant que leur responsabilité individuelle est engagée.

Le G5+ considère que les élections doivent se tenir le 27 décembre dans le respect des délais constitutionnels et condamne toutes les manœuvres et tentatives d'engager le pays vers une nouvelle transition politique en violation de la constitution centrafricaine. Le G5+ réaffirme que le seul moyen légitime d'accéder au pouvoir passe par les urnes et que les élections crédibles et pacifiques sont la seule solution à l'instabilité.

Enfin, le G5+ réitère son engagement à accompagner le processus électoral, notamment la campagne électorale en cours et reste pleinement mobilisée aux côtés de celles et de ceux qui s'inscrivent dans l'état de droit pour la tenue d'élections présidentielle et législatives apaisées le 27 décembre 2020.

La grave situation que vit actuellement la République Centrafricaine a été abordée par le Conseil de sécurité de l'ONU dans sa session du 21 décembre. Le Représentant spécial du Secrétaire général se réjouit de cette décision, soulignant qu'il s'agit d'une preuve supplémentaire de la mobilisation de la communauté internationale pour empêcher le pays de replonger dans l'instabilité.

La MINUSCA a demandé et obtenu du Conseil de sécurité le renforcement de ses troupes et devrait recevoir deux compagnies d'infanterie et des moyens aériens d'une mission onusienne. Ces troupes, qui doivent arriver incessamment, resteront en RCA durant la période post-électorale.

- Le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat s'est exprimé sur l'évolution de la situation politique et sécuritaire en République Centrafricaine, en se disant vivement préoccupé. Il a condamné avec la plus grande fermeté la recrudescence des actes de violence dans certaines régions du pays ayant occasionné des pertes en vies humaines et visant à perturber le processus électoral en cours. Il condamne par ailleurs, toute collusion entre certains acteurs politiques et des groupes armés.

Le Président de la Commission rappelle à l'ensemble des acteurs politiques centrafricains que les élections demeurent le seul moyen légitime d'accession au pouvoir et les invite à œuvrer ensemble pour la tenue d'élections conformes à la constitution de la République centrafricaine et aux normes et principes internationaux, continentaux et régionaux régissant les élections démocratiques en Afrique. Le Président de la Commission réaffirme la solidarité et le soutien de l'Union africaine au peuple centrafricain et réitère l'engagement constant de l'organisation continentale aux côtés de la CEEAC et des Mécanismes régionaux, pour soutenir la tenue d'élections crédibles, transparentes et démocratiques.

- Par rapport au processus électoral, la MINUSCA salue les opérations de retrait des cartes d'électeurs sur la presque totalité du territoire national, ce qui démontre la volonté des électeurs centrafricains d'aller voter le dimanche 27 décembre.
- En dépit de l'engagement de la MINUSCA dans l'exécution de son mandat de soutien au processus électoral et à la protection des civiles, la Mission est actuellement la cible d'une campagne de désinformation menée par certains secteurs de la société.

Cette campagne, portée par les réseaux sociaux et certains organes de presse, tente de mettre en cause l'engagement réel des casques bleus militaires et policiers sur le terrain, aux côtés des populations civiles et des forces de défense et de sécurité.

Cette campagne essaie de mettre en cause l'impartialité des soldats de la paix en les associant aux groupes armés, ceux-là mêmes que la MINUSCA combat chaque fois qu'ils menacent la population civile.

La campagne de désinformation en cours cherche à minimiser le rôle de la MINUSCA dans la sécurisation des élections alors que les faits sont là :

- les casques bleus de la MINUSCA sont en alerte maximale et occupent des positions stratégiques autour de la capitale Bangui ;
- les casques bleus sont déployés à Bossemptélé, Bossembélé et Mbaïki ainsi que sur les principaux axes du pays vers l'ouest et ailleurs où des mouvements de groupes armés sont constatés ;
- les casques bleus bloquent depuis quelques jours l'un des axes de Bossangoa pour empêcher le déplacement d'éléments armés vers le sud du pays.
- l'intervention des casques bleus a empêché des éléments armés de se déplacer du sud de Kaga-Bandoro vers l'Ombella-M'poko ainsi que de Grimari vers Sibut.

Ce sont là certaines actions de la MINUSCA, en appui aux FACA, qui ont permis de stopper les tentatives de progression vers Bangui ou le contrôle de villes stratégiques et d'infliger des pertes à l'alliance des groupes armés.

Cette campagne cherche enfin à manipuler les Centrafricaines et les Centrafricains dans une tentative d'incitation à la haine contre la MINUSCA. Aussi, nous appelons la population à nous faire confiance, à soutenir les actions menées par les casques bleus sur tout le territoire, en appui aux forces de défense et de sécurité, et à rejeter la propagande contre la MINUSCA, portée par ceux qui veulent accéder au pouvoir par tous les moyens sans se soucier du peuple.

PROCESSUS ELECTORAL

- Le Bureau électoral régional (BER) de la MINUSCA à Bria a poursuivi les préparatifs des élections prévues le 27 décembre, à travers le dialogue avec les différentes parties prenantes, afin de les sensibiliser à se mobiliser et aller aux urnes dans la paix. Toutes les couches de la population rencontrées, y compris les groupes armés, se sont engagées à œuvrer pour le bon déroulement du scrutin dans un climat apaisé.

Le BER a convoyé les cartes d'électeurs des circonscriptions électorales de Ouanda Djalle et Tiringoulou (Vakaga) par des vols spéciaux de la MINUSCA. Les 21 et 22 décembre, tout le matériel électoral a été acheminé par quatre vols spéciaux de la MINUSCA, dans chacune des autorités sous-préfectorales/locales des élections (ASPE/ALE) de Ouadda, Sam-Ouandja et Yalinga (Haute-Kotto), Ouandja Djalle et Tiringoulou (Vakaga) ainsi que Djema (Haut-Mbomou).

Le BER a appuyé la formation de 18 membres des ASPE/ALE de la Haute-Kotto dont quatre femmes, animée par une équipe venue du Bureau national de l'ANE. Le BER a apporté une assistance à l'ASPE/Bria dans la formation de 265 membres de bureaux de vote, dont 33 femmes. Le BER et la division de communication stratégique et d'information publique (SCPI) de la MINUSCA ont poursuivi leur soutien et appui à la campagne de sensibilisation et d'éducation électorale de porte-à-porte dans la sous-préfecture de Bria, à travers laquelle 17.565 personnes, dont 8.960 femmes ont été touchées. Par ailleurs, les spots sur le retrait des cartes et les sketches d'éducation électorale sont diffusés régulièrement sur la radio locale.

- Dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro, l'opération de distribution des cartes d'électeurs se poursuit sans incident majeur et dans un engouement général des populations.

Par ailleurs, le bureau de terrain de la MINUSCA poursuit sa campagne de sensibilisation et d'éducation électorale pour mobiliser les populations afin qu'elles aillent retirer leurs cartes d'électeurs et qu'elles aillent voter le 27 décembre pour élire le Président de la République et les députés. En plus des ateliers organisés cette semaine avec l'OFCA et le Conseil préfectoral de la jeunesse, SCPI organise des caravanes de sensibilisation dans les huit arrondissements de Kaga-Bandoro et dans la ville de Sibut pour mobiliser les populations. Des ateliers sont également organisés avec les ASPE et ALE dans toutes les sous-préfectures et communes dans en direction des leaders d'opinion, y compris les autorités locales, la société civile, les leaders religieux, les femmes, les jeunes, ainsi que les représentants des partis politiques et des groupes armés.

DROITS DE L'HOMME

- Au cours de la période entre le 15 et le 21 décembre 2020, la Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA a documenté et vérifié 18 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté 29 victimes (22 hommes, une femme, une fille, deux adultes non identifiés et trois groupes de victimes collectives). Les préfectures les plus touchées sont la Mambéré-Kadéi, la Nana-Gribizi et le Haut-Mbomou.

Les abus et violations enregistrés au cours de cette semaine concernent des cas de meurtre (deux cas et deux victimes), menace de mort (un cas et une victime), d'atteinte à l'intégrité physique (trois cas et trois victimes), de viol (un cas et une victime), de détention arbitraire (un cas et huit victimes), de confiscation de biens / propriétés (sept cas et sept victimes, dont deux groupes de victimes collectives), d'enlèvement (un cas et trois victimes), de privation de liberté (un cas et trois victimes) et de destruction / pillages (un cas et un groupe de victimes collectives).

Les auteurs sont les 3R (cinq incidents affectant sept victimes), l'UPC (cinq incidents et cinq victimes), la coalition MPC/FPRC (deux incidents et quatre victimes), le FPRC (un incident et une victime), le MPC (un incident et une victime) et une coalition 3R / anti-Balaka (un incident et une

victime). Les agents de l'Etat (FACA et gendarmes) sont auteurs de trois incidents affectant dix victimes.

COVID-19

A la date du 22 décembre 2020, le nombre de cas actifs de Covid-19 enregistrés à la MINUSCA est de 25. Le nombre total de cas accumulés est de 541 dont 503 guéris et quatre décès.

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire a été relativement tendue la semaine passée, particulièrement dans l'ouest du territoire centrafricain, en raison des tentatives d'infiltration par la coalition de groupes armés pour rejoindre Bangui et perturber les opérations électorales en cours. La Force de la MINUSCA a mobilisé tous ses moyens humains et matériels, tout en maintenant le dispositif sécuritaire existant, pour contrer efficacement l'avancée de ces groupes armés, tout en assurant également la protection des populations civiles et le soutien à l'acheminement du matériel électoral. Ces actions sont menées en appui au FACA et aux forces de sécurité intérieure, dans le cadre du plan intégré de sécurisation des élections.

A l'Ouest du pays, le 18 décembre à l'aube, les FDS ont été attaquées par des éléments des groupes armés à Yaloké, Bossembélé et Bozoum. Des renforts ont été envoyés par la Force le jour même pour appuyer les FACA et empêcher l'avancée des groupes armés. Des patrouilles robustes de sécurité ont ainsi été conduites de jour comme de nuit, sur les axes principaux et secondaires afin d'assurer la sécurité des populations. Au soir du 18 décembre, le détachement de la Force déployé à Bossembélé a subi une attaque par des éléments des groupes armés durant laquelle un de ses véhicules a été endommagé suite à des tirs nourris. L'élément d'intervention, qui y était en renfort a également été la cible d'une roquette RPG. Les casques bleus ont riposté et neutralisé la menace que constituaient les éléments armés à bord d'un véhicule qui a également été détruit. Cet engagement a fait une dizaine de morts du côté des groupes armés et deux prisonniers.

Des tentatives similaires ont ainsi été déjouées à Bossemptélé, Paoua, Mbaiki, Bozoum et Boca où les éléments de la coalition des groupes armés ont tenté de forcer le passage pour rejoindre Bangui, et ainsi perturber les opérations électorales en cours.

Dans le centre du pays, des incidents mais avec cependant une moindre intensité d'engagement. Les éléments FPRC, UPC ; ex-Selekas et anti-Balakas ont lancé des attaques sur différentes localités avec comme objectif de forcer le passage pour rejoindre Bangui. Leurs tentatives ont été déjouées par les actions coordonnées des FACA et de la Force dans les environs de Bambari, Dekoa et Grimari. Comme à l'ouest l'objectif visé ici était de trouver un moyen de se rendre à Bangui. Les casques bleus ont également eu à faire usage de la force à Grimari pour repousser les éléments de l'UPC.

Dans la partie Est, la situation a été plus calme, même si on assiste là aussi à des mouvements de groupes armés. En réponse, les contingents onusiens ont bloqué les passages vers Ouadda au nord de Bria et Sam Ougandisa au sud de Birao en s'opposant aux mouvements de ces éléments armés.

A Bangui, des patrouilles robustes ont sillonné la ville de jour comme de nuit dans le cadre de la mise en œuvre du PISE, notamment son volet relatif à la sécurisation de Bangui. Ainsi les unités de l'état-major de la force ont procédé à des patrouilles dans les différents centres de vote et effectué des patrouilles sur les axes menant à la capitale.

PISE ET ELECTIONS

Les incidents mentionnés n'ont pas empêché la poursuite de la mise en œuvre du PISE sur l'ensemble du territoire. En effet, la sécurisation de l'acheminement du matériel électoral s'est poursuivie et la distribution des cartes est effective dans la quasi-totalité des préfectures. Aux rangs des actions concrètes relevant du PISE on peut citer la mission effectuée entre lundi après-midi et hier sur l'axe Alindao-Mingala, par le contingent gabonais, pour secourir des agents de l'ANE, et procéder à la récupération de leurs véhicules volés par des éléments de l'UPC.

Le matériel électoral a été acheminé par voie aérienne hier à Bambouti et dans bien d'autres lieux dont l'accès est très difficile. En plus des bases opérationnelles existantes, une dizaine de nouveaux déploiements ont été réalisés, ou sont en cours de finalisation, dans le cadre de la sécurisation des opérations de vote notamment à Zamgba, Oudda, Mingala ou Tringoulou, entre autres.

En résumé, au cours de la semaine écoulée, l'intervention de la FORCE, en liaison avec les FACA, a permis de freiner les tentatives d'avancée de la CPC, tout en permettant l'acheminement du matériel électoral et le début de la distribution des cartes d'électeurs dans les différentes préfectures dans le cadre de la mise en œuvre du plan intégré de sécurisation des élections.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

L'actualité de la composante Police est essentiellement marquée par des actions diverses et variées dans l'accompagnement, en collaboration avec les FSI, du Gouvernement centrafricain pour la sécurisation du processus électoral.

ELECTIONS ET APPUI OPERATIONNEL AUX FSI

Suite aux récents événements au Nord-Ouest de Bangui au lendemain du démarrage des campagnes électorales, UNPOL a renforcé son dispositif sécuritaire avec la multiplication des patrouilles conjointes FSI, UNPOL et la JTFB à Bangui et en régions en vue de rassurer la population et parer à toutes éventualités.

Des échanges ont eu lieu et se poursuivent entre UNPOL et responsables FSI pour leur rappeler leurs devoirs et obligations sur la bonne gestion des ressources humaines et matérielles en vue de renforcer le moral et l'état d'esprit du personnel.

La composante Police à travers ses unités de police constituées continue d'apporter son appui à la protection de la population civile et des candidats aux élections, à Bangui et dans les secteurs lors de leurs déplacements.

Des dispositifs sécuritaires sont mis en place pour renforcer la sécurisation des centres de distribution des cartes d'électeurs, aussi bien que pour appuyer la protection rapprochée des candidats pendant leurs meetings.

Des guides de poche de discipline et de bonne conduite en période électorale ainsi que des prospectus sur la non-violence ont été distribués aux FSI au cours de la semaine écoulée. Au total, 3945 guides et 2000 dépliants ont été distribués à la Gendarmerie et à la Police centrafricaine.

En régions, les 16 et 17 décembre, UNPOL a sécurisé le convoi du matériel électoral déployé au siège de l'ANE dans l'enceinte de la Sous-Préfecture de Bangassou ainsi que la réception du matériel électoral sensible à Obo par les agents de l'Autorité sous-préfectorale des élections conjointement avec la Section des Affaires électorales de la MINUSCA.

Des sensibilisations conjointes UNPOL/FSI sur les élections ont eu lieu au profit des habitants du quartier Nairobi I, à Obo et de Nguinda-Gbangui, à Bangassou.

A Bangui, dans le même sens, le 15 décembre, UNPOL en colocation conjointement avec les FSI et certains responsables de l'ANE, ont procédé à une visite de terrain dans les arrondissements de Bangui, pour localiser les centres de votes dans ces secteurs, en vue d'un meilleur plan de leur sécurisation.

Conformément au plan intégré de sécurisation des élections, UNPOL a facilité le déploiement, par vol UN, de sept (7) gendarmes à Obo et de 11 gendarmes à Bria le 17 décembre dans le cadre du renfort pour la sécurisation des élections. A la date du 22 décembre, 397 FSI ont été déployés dont 89 par voie aérienne appui MINUSCA.

Dans le même sens, le 21 décembre 26 Officiers de Police Individuel ont été déployés à Bouar et à Berbérati. Un effectif de 130 policiers individuels seront déployés en renfort dans toutes les préfectures pour contribuer à la sécurisation du processus électoral qui est rentré dans sa phase opérationnelle depuis l'ouverture de la campagne électorale. Ils vont aider en coordination avec les autres forces à la distribution des matériels électoraux des préfectures vers les démembrements de l'ANE

UNPOL accompagne les FSI dans toutes les missions de police judiciaire, en équipes mixtes d'enquêteurs notamment dans les enquêtes ouvertes suite aux récentes violences pré-électorales.

A ce propos, le 20 décembre, en appui aux FSI, UNPOL a procédé au transfèrement de deux détenus de Bossembele à Bangui. Poursuivis pour des infractions en lien avec la coalition des Groupes armés, les intéressés ont été mis à la disposition de la Section de Recherches et d'Investigation de la Gendarmerie pour la suite de la procédure.

Démarrée le 4 décembre, UNPOL poursuit la campagne de sensibilisation sur la non-violence en période électorale à Bangui. Le 16 décembre, l'équipe UNPOL-PK5 était à la mairie du 3e Arrdt pour un dialogue communautaire avec les leaders locaux, religieux, associations de jeunes et groupements féminins. Les mêmes activités ont été menées à la Mairie de Boeing, de Bimbo et du 4^e et 6^e arrondissement au profit des femmes leaders.

Du 17 au 19 décembre, UNPOL a animé une session de formation au profit de 50 personnels féminins des FACA sur la sécurisation des centres et bureaux de vote, au Camp IZAMO.

Officiellement lancée le 11 décembre, la ligne verte 1325 est toujours opérationnelle à la Direction Générale des Opérations (DGO). A ce jour, plus de 1654 appels ont été enregistrés dont 88 pour partage d'informations d'ordre sécuritaire, 800 pour demande d'information et 764 appels malveillants. Plusieurs personnes ont pu être secourues grâce à ce dispositif mis en place pour les femmes candidates et électrices et piloté par des opérateurs FSI avec l'appui d'UNPOL.

Les recrues issues du dernier recrutement des 1000 FSI poursuivent leur formation dans les écoles avec l'appui d'UNPOL. Le 16 décembre, la cellule recrutement a pris part à la réunion du Comité Technique Mixte de Recrutement, axée sur la consolidation des effectifs des recrues des deux écoles, en vue du remplacement des absents.

LUTTE CONTRE LA COVID-19

UNPOL continue les séances de sensibilisation pour éviter la propagation de la pandémie en RCA. La semaine écoulée, plusieurs actions ont été menées par UNPOL dans ce sens, notamment à Bangui au profit des exposants au foyer féminin du PK12, à Bouar et à Birao le 17 décembre avec distribution des kits et accessoires de lutte contre la COVID-19 au profit des unités FSI, à Kaga-Bandoro au quartier Sabawanga et au quartier Mande, à Bria.

© SCPI 2020